

De regering stuurt deze evaluatie door naar het Parlement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 4 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op
"Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
Fr. BERTIAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) **Zitting 2023-2024**

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 581-1. - Commissieamendement(en), nr. 581-2. - Commissie-
verslag, nr. 581-3 - Commissieamendement(en), nr. 581-4. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 581-5
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 4 oktober 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46578]

11 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par l'article 9 du décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ÉTNIC), l'article 7 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu le « test genre » du 2 juin 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juin 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de de l'Entreprise des technologies numériques de l'Information et de la Communication, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil Wallonie Bruxelles Enseignement, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 30 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, réputé favorable en application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le protocole n°580 du Comité de secteur XVII, conclu le 13 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 24 août 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
 Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;
 Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
 Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;
 Après délibération,
 Arrête :

Chapitre I. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. L'article 8, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII est abrogé.

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. Les agents qui exercent la fonction d'éducateur spécialisé de niveau 2+, d'éducateur de niveau 2, de formateur de niveau 2+, de formateur de niveau 2 ou de surveillant de niveau 2 et 3 au sein des Institutions Publiques de Protection de la Jeunesse ou du Centre communautaire pour mineurs dessaisis bénéficient d'un congé annuel de vacances supplémentaire dont la durée est fixée comme suit selon l'ancienneté dans ses fonctions :

- 1° à partir de 15 ans : six jours ouvrables ;
- 2° à partir de 20 ans : quatorze jours ouvrables ;
- 3° au-delà de 25 ans : vingt-quatre jours ouvrables.

§ 2. L'ancienneté dans ses fonctions est établie sur base de l'ensemble des périodes de travail prestées par l'agent dans une fonction visée à l'alinéa précédent, que ce soit à temps plein ou selon un régime de travail à temps partiel.

Par « travail à temps partiel », on entend le régime de travail effectué en application des dispositions relatives aux prestations réduites pour convenance personnelle ou le régime de travail à temps partiel convenu en application de la loi du 3 juillet 1978 relatives au contrat de travail.

Les périodes d'absences sont également incluses dans le calcul de l'ancienneté, à l'exception des congés suivants qui prolongent l'ancienneté requise au paragraphe 1^{er} à due concurrence :

- 1° du congé pour raisons personnelles ;
- 2° du congé pour missions, sauf si la mission porte sur l'exercice de tâches visées au paragraphe 1^{er} ;
- 3° du congé pour exercer une fonction de membre du personnel directeur ou enseignant ou une fonction d'auxiliaire d'éducation dans le secteur de l'enseignement ;
- 4° du congé pour accomplir un stage;
- 5° du détachement auprès du Roi, de la Reine, d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique ;
- 6° du congé pour l'exercice d'une activité auprès d'un groupe politique reconnu ou du Président d'une assemblée ;
- 7° du congé pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée, s'il est exercé à temps-plein ;
- 8° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel ;
- 9° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein du cabinet d'un mandataire local ;
- 10° d'un congé pour exercer une fonction auprès d'une organisation syndicale représentative, octroyé en application de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, s'il est exercé à temps-plein ;
- 11° d'une suspension de l'exécution du contrat de travail en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail ;
- 12° Interruption totale de la carrière professionnelle.

§ 3. Le nombre de jours de congés annuels de vacances supplémentaires octroyés en application du paragraphe 1^{er} est réduit à due concurrence si l'agent démissionne de ses fonctions en cours d'année, ou s'il bénéficie ou obtient au cours de l'année l'un des congés ou l'une des absences suivantes :

- 1° les prestations réduites pour convenance personnelle ou le régime de travail à temps partiel convenu en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail ;
- 2° le travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans ;
- 3° la semaine de quatre jours ;
- 4° l'interruption totale ou partielle de la carrière professionnelle ;
- 5° du congé pour raisons personnelles ;
- 6° du congé pour missions ;
- 7° du congé pour exercer une fonction de membre du personnel directeur ou enseignant ou une fonction d'auxiliaire d'éducation dans le secteur de l'enseignement ;
- 8° du congé pour accomplir un stage;
- 9° du détachement auprès du Roi, de la Reine, d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique ;
- 10° du congé pour l'exercice d'une activité auprès d'un groupe politique reconnu ou du Président d'une assemblée ;
- 11° du congé pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée ;
- 12° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel ;
- 13° du congé pour l'exercice d'une fonction au sein du cabinet d'un mandataire local ;
- 14° d'un congé pour exercer une fonction auprès d'une organisation syndicale représentative, octroyé en application de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, s'il est exercé à temps-plein ;

15° d'une suspension de l'exécution du contrat de travail en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail.

Les absences de l'agent qui ont pour conséquence une réduction de ses prestations à hauteur d'au moins 1/5 sur une période de trois mois au moins sont assimilées à un régime de travail à temps partiel.

Si le nombre de jours de congé ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure. ».

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 4 est complété par une phrase rédigée comme suit : « Le report éventuel de jours de congés annuels de vacances supplémentaires visé à l'article 8/1 ne peut pas excéder 6 mois à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. » ;

2° à l'alinéa 5, les mots « , ou à 6 mois pour ce qui concerne les congés visés à l'article 8/1, » sont ajoutés entre les mots « 12 mois » et le mot « lorsque ».

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et exécutoire

Art. 4. Le report éventuel de jours de congés annuels de vacances supplémentaires visés à l'article 8/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII non pris au 31 décembre 2023 ne peut pas excéder 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2024.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le report de jours de congés annuels de vacances supplémentaires non pris n'est pas limité à 24 mois lorsque l'agent n'a pas pu prendre l'entièreté ou une partie de son congé annuel de vacances à cause d'une absence :

- 1° pour maladie ;
- 2° suite à un accident du travail ;
- 3° suite à un accident survenu sur le chemin du travail ;
- 4° pour maladie professionnelle.

Au retour du membre du personnel, le congé annuel de vacances supplémentaire est pris au choix du membre du personnel dans le respect des nécessités du service. Le membre du personnel peut reporter au maximum le nombre de jours de congés auquel il a droit sur une année.

Art. 5. Le membre du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, effectue des tâches attachées aux fonctions visées à l'article 8/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, sans toutefois être formellement désigné dans l'une de ces fonctions, se voit reconnaître l'application des dispositions introduites par le présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 octobre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46578]

11 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de openbare instelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de nascholing in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een opleidingsinstituut tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij artikel 9 van het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)", artikel 7;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en video-delende diensten, artikel 9.1.3-1, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII;

Gelet op de "gendertest" van 2 juni 2023 opgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 2 juni 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 15 juni 2023;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Entreprise des technologies numériques de l'Information et de la Communication" van 27 juni 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil Wallonie Bruxelles Enseignement" van 27 juni 2023;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue" van 29 juni 2023;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Office de la Naissance et de l'Enfance" van 30 juni 2023;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française van 7 juli 2023;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de Academie voor Hoger Onderwijs en Onderzoek, uitgebracht op 13 juli 2023;

Gelet op het gunstig geacht advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op Protocol nr. 580 van Sectorcomité XVII, gesloten op 13 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 24 augustus 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Hoofdstuk I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 8, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, wordt opgeheven.

Art. 2. Het volgende artikel 8/1 wordt ingevoegd in hetzelfde besluit:

"Art. 8/1. § 1. De ambtenaren die het ambt uitoefenen van gespecialiseerd opvoeder niveau 2+, opvoeder niveau 2, opleider niveau 2+, opleider niveau 2 of toezichthouder niveau 2 en 3 binnen de Openbare instellingen voor Jeugdbescherming of het Gemeenschapscentrum voor minderjarigen die uit handen werden gegeven, hebben recht op bijkomend jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur als volgt wordt bepaald volgens de anciënniteit in hun ambt:

1° vanaf 15 jaar: zes werkdagen;

2° vanaf 20 jaar: veertien werkdagen;

3° ouder dan 25 jaar: vierentwintig werkdagen.

§ 2 De anciënniteit in zijn ambt wordt vastgesteld op basis van alle periodes die de ambtenaar in een in het vorige lid bedoeld ambt heeft gewerkt, ongeacht of het voltijds of deeltijds was.

"Deeltijdse arbeid" betekent arbeid verricht in toepassing van de bepalingen betreffende verminderde prestaties om persoonlijke redenen of deeltijdse arbeid overeengekomen in toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Perioden van afwezigheid worden ook meegeteld bij de berekening van de anciënniteit, met uitzondering van de volgende verloven, die de in paragraaf 1 vereiste anciënniteit ten belope verlengen:

1° verlof om persoonlijke redenen;

2° opdrachtenverlof, tenzij de opdracht verband houdt met de uitvoering van taken bedoeld in paragraaf 1;

3° verlof om te werken als lid van het bestuurs- of onderwijzend personeel of als onderwijsassistent in de onderwijssector;

4° verlof om een stage te verrichten;

5° detachering bij de Koning, de Koningin, een Prins of een Prinses van België;

6° verlof om te werken voor een erkende politieke groepering of de voorzitter van een vergadering;

7° verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of een daarmee gelijk te stellen ambt, indien dit voltijds wordt uitgeoefend;

8° verlof om te werken in het kabinet van een minister;

9° verlof om te werken in het kantoor van een plaatselijke vertegenwoordiger;

10° verlof om een ambt uit te oefenen voor een representatieve vakbondsorganisatie, toegekend in uitvoering van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de ambtenaren die onder deze overheid ressorteren, indien dit voltijds gebeurt;

11° een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst krachtens de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten;

12° volledige onderbreking van de beroepsloopbaan.

§ 3 Het aantal extra vakantiedagen dat op grond van paragraaf 1 wordt toegekend, wordt dienovereenkomstig verminderd als de ambtenaar in de loop van het jaar ontslag neemt uit zijn ambt of als hij in de loop van het jaar een van de volgende verloven of afwezigheden geniet of krijgt:

1° verminderde uitkeringen om persoonlijke redenen of deeltijdse arbeidsregelingen overeengekomen in toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° deeltijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar;

3° de vierdaagse week;

4° volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan;

5° verlof om persoonlijke redenen;

6° verlof om opdrachten;

7° verlof om te werken als lid van het bestuurs- of onderwijzend personeel of als onderwijsassistent in de onderwijssector;

8° verlof om een stage te verrichten;

9° detachering bij de Koning, de Koningin, een Prins of een Prinses van België;

10° verlof om te werken voor een erkende politieke groepering of de voorzitter van een vergadering;

11° verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of een ambt dat daarmee kan worden gelijkgesteld;

12° verlof om te werken in het kabinet van een minister;

13° verlof om te werken in het kantoor van een plaatselijke vertegenwoordiger;

14° verlof om een functie uit te oefenen voor een representatieve vakbondsorganisatie, toegekend in uitvoering van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de werknemers die onder deze overheid ressorteren, indien dit voltijds gebeurt;

15° een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst in toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Afwezigheden die resulteren in een vermindering van ten minste 1/5 van de voordelen voor de werknemer over een periode van ten minste drie maanden worden behandeld als deeltijdsarbeid.

Als het op deze manier berekende aantal verlofdagen geen geheel getal is, wordt het naar boven afgerond naar het volgende gehele getal.

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° aan paragraaf 4 wordt de volgende zin toegevoegd: "Een eventuele overdracht van bijkomende jaarlijkse vakantiedagen bedoeld in artikel 8/1 mag niet langer duren dan 6 maanden vanaf 1 januari van het volgende jaar.";

2° in paragraaf 5 worden de woorden ", of 6 maanden voor het verlof bedoeld in artikel 8/1," toegevoegd tussen de woorden "12 maanden" en het woord "wanneer".

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en uitvoeringsbepalingen*

Art. 4. De overdracht van bijkomende vakantieverlofdagen bedoeld in artikel 8/1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, die niet opgenomen zijn voor 31 december 2023, mag niet meer bedragen dan 24 maanden te rekenen vanaf 1 januari 2024.

In afwijking van het vorige lid is de overdracht van niet-opgenomen bijkomende jaarlijkse vakantie niet beperkt tot 24 maanden wanneer de werknemer zijn jaarlijkse vakantie geheel of gedeeltelijk niet heeft kunnen opnemen wegens afwezigheid:

1° wegens ziekte;

2° na een arbeidsongeval;

3° na een ongeval op weg naar het werk;

4° wegens beroepsziekte.

Bij terugkeer van het personeelslid wordt het bijkomend vakantieverlof naar keuze van het personeelslid opgenomen, afhankelijk van de eisen van de dienst. Het personeelslid kan maximaal het aantal vakantiedagen waarop hij of zij recht heeft overdragen over een jaar.

Art. 5. Het personeelslid dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit opdrachten uitoefent die verband houden met de ambten bedoeld in artikel 8/1, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, zonder evenwel formeel in een van die ambten te zijn aangewezen, wordt erkend als de toepassing genietend van de bepalingen ingevoerd bij dit besluit.

Art. 6. De minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 oktober 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en "Wallonie Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN